

# La situation démolinguistique au Canada : évolution passée et prospective. Un commentaire

Louis Duchesne

Volume 9, numéro 3, décembre 1980

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/600834ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/600834ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association des démographes du Québec

ISSN

0380-1721 (imprimé)

1705-1495 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Duchesne, L. (1980). La situation démolinguistique au Canada : évolution passée et prospective. Un commentaire. *Cahiers québécois de démographie*, 9(3), 133–137. <https://doi.org/10.7202/600834ar>

LA SITUATION DÉMOLINGUISTIQUE AU CANADA: ÉVOLUTION  
PASSEE ET PROSPECTIVE\*. UN COMMENTAIRE

Par Louis DUCHESNE\*\*

Il peut paraître prématuré, à prime abord, de présenter quelques notes sur un document quand on nous annonce un train de sept études complémentaires ou techniques qui paraîtront sous peu; néanmoins la locomotive fait assez bien le tour du "jardin" qu'ont cultivé les auteurs. Nous sommes en effet en présence d'une oeuvre importante qui présente les meilleurs modèles à ce jour, d'analyse et de prospective des proportions des populations des deux principaux groupes linguistiques au Canada.

L'ouvrage s'ouvre sur un abrégé fort pratique où sont présentés les principaux résultats. La première partie porte sur la rétrospective, d'abord à vol d'oiseau depuis le début de la colonie, puis de façon plus détaillée depuis un siècle. Suit une deuxième partie qui étudie les phénomènes démilinguistiques, la mortalité, la fécondité, la mobilité linguistique et la migration. Ces chapitres servent à l'élaboration des hypothèses de projection de la troisième partie intitulée Prospective, dans laquelle les auteurs présentent d'abord le projecteur, les jeux d'hypothèses et les fourchettes de résultats en passant du possible à la "boule de cristal" via le plausible. Le livre se termine par des aperçus prospectifs.

Il est impossible en quelques lignes de faire ressortir toute la richesse de ce travail; nous nous contenterons d'examiner deux points: d'abord l'évolution démilinguistique globale de 1951 à 1976 et ensuite les principaux résultats prospectifs.

En brossant d'un trait la situation démilinguistique récente, Lachapelle et Henripin écrivent: "s'il n'est pas sûr que le Québec se francise, le reste du Canada s'anglicise à coup sûr" (p. 21). Quand on jauge la francisation par rapport à l'anglicisation il s'agit bien de deux poids, deux mesures et les nuances ne s'appliquent qu'au Québec. Dans le reste du Canada, "il y a beaucoup moins à insister(...): l'anglais y domine nettement et est en voie de tout absorber, sauf à la périphérie du Québec et dans quelques noyaux de résistance francophone" (p.21).

---

\* Par Réjean Lachapelle et Jacques Henripin, L'Institut de recherches politiques, Montréal, 1980, 391 p., 24,95 \$.

\*\* Bureau de la statistique du Québec, 710, place d'Youville, 9<sup>e</sup> étage, Québec, G1R 4Y4.

Un des points sur lesquels Lachapelle et Henripin insistent le plus, c'est la francisation de la région de Montréal. "De tout cela il ressort qu'au cours des quarante dernières années, Montréal s'est francisé. Cela n'est sans doute pas une assurance pour l'avenir, mais il faudrait, nous semble-t-il, beaucoup d'effort pour voir dans le passé récent des tendances favorables à l'anglais, du moins en ce qui concerne l'évolution de l'importance relative des effectifs de chaque groupe linguistique" (p. 85). Lachapelle et Henripin ont été les premiers étonnés de leurs résultats d'autant plus que Henripin écrivait il n'y a pas si longtemps qu'il "semble évident que les anglophones du Québec ne manifestent aucun signe de faiblesse<sup>(1)</sup> (p. 35) et il était "à peu près sûr" que le poids des anglophones de la région métropolitaine de Montréal atteindrait 30% à la fin du siècle (22% en 1971) (p. 33).

Deux éléments permettent d'expliquer cette trouvaille: Lachapelle et Henripin remontent à 1941 et retiennent une région assez vaste et moins "étriquée" que l'Ile de Montréal et l'Ile Jésus. Lachapelle et Henripin suggèrent de gonfler avec les années la région de Montréal; le pourcentage du groupe français passe de 64 à 69% puisque l'on annexe des municipalités à forte majorité française. Cependant si l'on prend des frontières constantes, une pratique courante qui se défend ici, celles de 1976 par exemple, le groupe français (selon la définition V de la région de Montréal retenue par les auteurs) augmente de 1951 à 1976 de 69,5% à 69,4%! Sur l'Ile de Montréal, le pourcentage de personnes de langue maternelle française passe de 64,2 en 1951 à 59,7 en 1976. C'est peut-être une île "étriquée" et pourtant les auteurs ne s'inquiètent guère du coeur de la métropole du Québec et affirment: "en somme on voit mal comment on pourrait soutenir que la langue française a perdu de son importance relative, dans la région de Montréal, au cours du dernier quart de siècle" (p. 81).

De 1961 à 1971 le pourcentage du groupe français a diminué dans l'ensemble du Québec; il a augmenté dans les deux grandes sous-régions, Montréal et le reste du Québec, mais il a diminué au centre de Montréal. On peut donc soutenir, selon le point de vue retenu, qu'au Québec le poids des francophones augmente ou diminue entre 1961 et 1971.

Il est dommage de ne trouver aucune distribution des groupes linguistiques par groupe d'âge, les structures pouvant éclairer autant la situation que le recours à des découpages géographiques particuliers. On sait que les anglophones ont une structure par âge plus vieille, ce qui ressort d'ailleurs des projections (p. 257 sq.) mais on aurait aimé connaître les commentaires de Lachapelle et Henripin sur l'évolution pour le Québec du poids des groupes français et anglais chez les 0-14 ans depuis 1951. La proportion du groupe français est de 87,3% en 1951, 84,4% en 1961, 82,8% en 1971 et 82,5% en 1976 (en répartissant au prorata les non-déclarés): la proportion du groupe anglais est de 10,9% en 1951, 12,1%

---

(1) Jacques Henripin, L'immigration et le déséquilibre linguistique, Information Canada, Ottawa, 1974, 44 p.

en 1961, 12,3% en 1971 et 12,8% en 1976 (en répartissant encore au pro-rata les non-déclarés). En se bornant aux populations totales, tout comme en négligeant les données régionales, on oublie des nuances importantes dans la description.

Une lecture longitudinale des données par groupe d'âge permet d'apporter un éclairage inexploité de la répartition des groupes. Les Québécois de 0-29 ans de 1951 ont 25-54 ans en 1976 (tableau 1). Ils se retrouvent plus nombreux en 1976 qu'en 1951 mais les groupes anglais et autre ont augmenté en nombres relatifs (11,3% et 2,5% en 1951; 12,6% et 6,5% en 1976) et absolus tandis que le groupe français est moins nombreux et sa proportion a considérablement baissé (de 86,2% à 80,9%).

Tableau 1

Comparaison de la structure linguistique de  
certaines cohortes en 1951 et en 1976, Québec

| Langue<br>maternelle | 1951<br>0-29 ans |       | 1976 <sup>(1)</sup><br>25-54 ans |       | Différence       |                 |
|----------------------|------------------|-------|----------------------------------|-------|------------------|-----------------|
|                      | Nombre (A)       | %     | Nombre (B)                       | %     | absolue<br>C=B-A | relative<br>C/A |
| Anglais              | 269 299          | 11,3  | 305 885                          | 12,6  | 36 586           | 0,136           |
| Français             | 2 047 797        | 86,2  | 1 970 770                        | 80,9  | -77 027          | -0,038          |
| Autre                | 60 270           | 2,5   | 158 695                          | 6,5   | 98 425           | 1,633           |
| Total                | 2 377 366        | 100,0 | 2 435 350                        | 100,0 | 57 984           | 0,024           |

(1) Les non-déclarés ont été répartis au prorata des déclarés.

Source: Recensement du Canada, 1951.  
Recensement du Canada, 1976.

Le facteur principal qui intervient pour expliquer cet affaïssissement de la proportion du groupe français est la migration, si l'on néglige la mortalité différentielle, les nuances du sous-enregistrement et les mauvaises déclarations. Au cours des 25 dernières années la migration a donc fait augmenter le groupe anglais de 14% et de 36 600 personnes et diminuer le groupe français de 4% et de 77 000 personnes. Lachapelle a pourtant déjà isolé dans les variations de la répartition des groupes linguistiques les effets de la composition par âge et les effets

conjointes des différences de migration et de mortalité (la migration étant beaucoup plus importante): "Le facteur mortalité-migration réduit l'importance des Francophones d'un recensement à l'autre et bénéficie aux Anglophones et aux Allophones de 1941 à 1971"<sup>(2)</sup> (p. 234).

Quoi qu'il en soit des tendances à long terme, la situation de la décennie 1966-76 donne une toute autre image des effets de la migration; or dans les perspectives démographiques, on se base toujours, en pratique, sur les tendances les plus récentes. Pour les quatre futuribles, le poids démographique des francophones en 2001 baisse au Canada. Au Québec (graphique 1), il pourrait à partir de 80,8% en 1971, soit descendre à 79,3% dans le cas du futurible le plus défavorable aux francophones (BL), soit augmenter jusqu'à 86,5% (futurible le plus favorable: MF). En contrepartie, le poids des anglophones pourrait augmenter jusqu'à 15,8% ou baisser jusqu'à 9,1% (14,7% en 1971). Quand Lachapelle et Henripin scrutent leur boule de cristal, ils penchent plutôt du côté d'une augmentation du poids des francophones et ce, d'une façon assez convaincante.

Ils sortent toutefois de leur boule un futurible inquiétant, celui du laisser-faire. "Bien entendu, nous avons rejeté la possibilité d'une détérioration des conditions socio-linguistiques du français qui pourrait être consécutive à un retour au laisser-faire en matière linguistique, sans quoi la prépondérance actuelle des francophones pourrait se réduire de façon sensible. Nous avons fait des calculs correspondant au laisser-faire: la fraction des francophones pourrait alors baisser, vers l'an 2000, jusqu'à 76% au Québec et 65% à Montréal" (p. 305). Les auteurs vont même jusqu'à confier qu'on ne peut "accuser d'outrance" ceux qui préconisent "des politiques linguistiques assez vigoureuses" au Québec (p. 306).

Par ailleurs, comme dans l'analyse de l'évolution passée, il est malheureux que les auteurs ne présentent pas leurs résultats par groupe d'âge. Il aurait été aussi instructif de connaître la répartition linguistique des 0-14 ans en l'an 2000 que pendant la période 1951-1976. Les pourcentages de la population totale camouflent parfois des situations fort variées dans les sous-groupes.

Le travail de Lachapelle et Henripin s'inscrit dans la lignée de plusieurs essais prospectifs. Leurs prédécesseurs les plus articulés sont Charbonneau et Maheu<sup>(3)</sup>. Ces derniers s'arrêtent en 1991 mais leur fourchette d'hypothèses minimale et maximale du poids des francophones au Québec s'aligne assez bien dans celle des futuribles de Lachapelle et

---

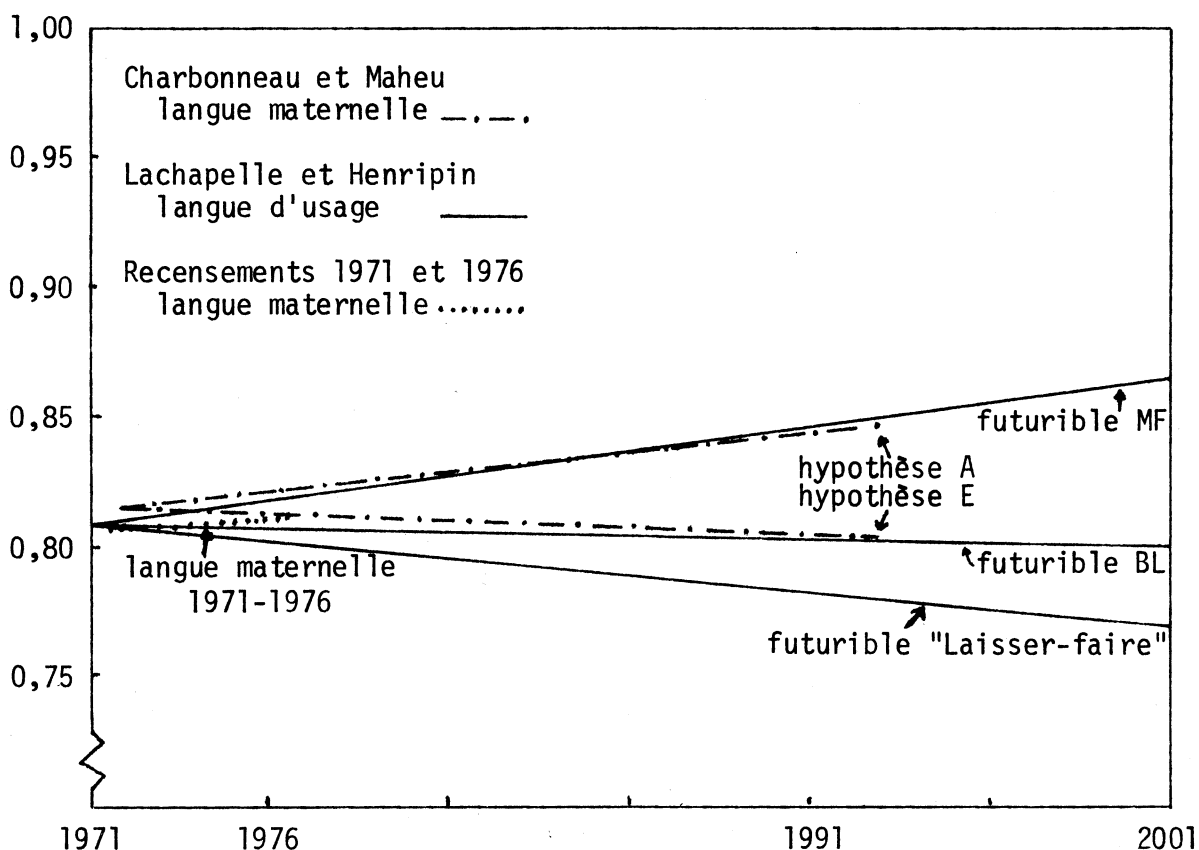
(2) Réjean Lachapelle, "Regards sur la population québécoise", Annuaire du Québec 1977-1978, Editeur officiel du Québec, 1979, pp. 228-238.

(3) Hubert Charbonneau et Robert Maheu, Les aspects démographiques de la question linguistique. Editeur officiel du Québec, 1973, 440 p.

Henripin (voir graphique 1). Notons que Charbonneau et Maheu donnent le poids de la langue maternelle plutôt que celui de la langue d'usage. Le futurible du laisser-faire de Lachapelle et Henripin penche cependant du côté "pessimiste" des prévisions précédentes qui elles ne tenaient pas compte des améliorations récentes des conditions socio-linguistiques du français. Lachapelle et Henripin sont dans l'ensemble plus pessimistes que leurs prédécesseurs puisque pour eux, ce n'est que grâce à des interventions socio-linguistiques assez vigoureuses que le poids des francophones, au lieu de baisser jusqu'à 76%, pourrait grimper jusqu'à 86%.

### Graphique 1

Evolution du poids relatif des francophones au Québec de 1971 à 2001



Même si le dernier mot des études démolinguistiques n'est pas dit, il faut savoir gré aux auteurs de leur ouvrage qui est clair, bien structuré et même élégant. Il faut regretter toutefois son coût élevé pour le public; le commanditaire, le Bureau des relations fédérales-provinciales du Gouvernement du Canada, qui regorge de sous, aurait dû faire un léger effort supplémentaire et favoriser la diffusion de ce document.